

Format de citation

Boucheron, Patrick: Rezension über: Antoine Franzini, *La Corse du XVe siècle. Politique et société, 1433-1483*, Ajaccio: Piazzola, 2005, in: ~ *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008, 2 - Histoire médiévale, S. 443-444, DOI: 10.15463/rec.1189719380

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Cet article peut être téléchargé et/ou imprimé à des fins privées. Toute autre reproduction ou représentation, intégrale ou substantielle de son contenu, doit faire l'objet d'une autorisation (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

moteur du concile de Pise-Milan. À la fin de l'année 1512, après son échec, il prend la route de Narbonne où il meurt le 14 décembre 1514.

C'est donc une analyse tout à fait remarquable d'une carrière de serviteur de l'État elle-même exceptionnelle que propose cet ouvrage. On pourrait discuter du titre qui ne fait pas tout à fait justice au propos et à la démonstration du livre et met en avant le « cardinal-ministre », l'auteur présentant Guillaume « comme le premier cardinal-ministre de notre histoire [ouvrant] la voie à Georges d'Amboise, Antoine Duprat, François de Tournon [...] Richelieu, Mazarin et même Fleury » (p. 398). Le parallèle pourrait être contesté dans la mesure où les processus à l'œuvre dans l'ascension politique de ces prélats sont de nature différente. Georges d'Amboise et François de Tournon sont issus de familles nobles et sont très tôt voués à l'Église. Ce sont des prélats d'État issus du vivier constitué par les dizaines de clercs qui tentent leur chance au service du roi et dont beaucoup restent d'ailleurs cantonnés dans des missions intérieures, judiciaires, financières ou diplomatiques secondaires. Richelieu et Fleury quant à eux ne sont représentatifs que d'eux-mêmes, le vivier des clercs au service de l'État s'étant asséché au lendemain des guerres de Religion dans le contexte de la réforme catholique et de la bureaucratisation, de la professionnalisation et de la spécialisation de l'administration royale. La comparaison avec Antoine Duprat, lui aussi prélat sur le tard après une brillante carrière juridique, est plus convaincante, Briçonnet et Duprat incarnant la nouvelle dimension technicienne et bureaucratique de l'État. « Un financier-ministre au début de la Renaissance » aurait davantage fait justice aux logiques à l'œuvre dans la carrière de Briçonnet. Quoi qu'il en soit, le livre de Bernard Chevalier est un ouvrage important, informé, solide et très utile et dont on ne peut qu'espérer qu'il inspirera d'autres monographies, les grands serviteurs de l'État de la période nous restant trop souvent mal connus.

CÉDRIC MICHON

Antoine Franzini

La Corse du xv^e siècle. Politique et société, 1433-1483

Ajaccio, Éditions Alain Piazzola, 2005, 750 p.

Qu'est-ce que la Corse au xv^e siècle ? Un « tesson d'Italie » jeté à la mer, dont l'histoire semble celle de la marginalité, de la pauvreté, de la discorde. Tête de pont de la cité de Gênes en Méditerranée occidentale, la Corse n'offre pourtant pas le paysage documentaire de l'Italie. Le chercheur ne dispose pas de sources fiscales régulières ni de registres notariés, mais il peut s'appuyer sur le témoignage de chroniqueurs, et notamment celui de Giovanni della Grossa (1388-1464), né dans un village du sud de l'île, dont le style rugueux dit les « discordes, les guerres et les désordres » d'une Corse « qui a été et est par elle-même très pauvre et presque stérile » (p. 26). Le regard que portent les lettrés italiens sur la société corse ne se démarque guère de ce schéma anthropologique, où le portrait de la rudesse des mœurs n'est tempéré que par la croyance en l'innocence d'une humanité primitive. « Peuple sauvage et inhumain » pour le Florentin Poggio Bracciolini, il est aussi, pour l'humaniste Antonio Ivani, « un peuple libre » que l'on ne peut gouverner que par la contrainte.

Tel est le principal mérite du livre d'Antoine Franzini, tiré de sa thèse de doctorat : il s'attaque avec courage à un sujet méconnu et complexe, tant l'événementiel touffu du xv^e siècle a découragé les historiens. A. Franzini y reconnaît deux forces politiques antagonistes, qui constituent également deux potentialités du devenir politique de l'île, et dont l'affrontement scande l'histoire de la fin du Moyen Âge. La première s'enracine dans les seigneuries du sud de la Corse (« Le Delà des Monts »), où certains lignages, soutenus par les assemblées des communautés rurales, tentent de restaurer l'expérience comtale qui fut menée au temps de la Corse pisane : c'est le cas d'Arrigo della Rocca (comte de 1373 à 1401) et Vincentello de Istria (de 1407 à 1434). Mais le « parti populaire » né de la révolte de 1357 cherche au contraire à imposer une « voie communale » au gouvernement de l'île. Il le fait à partir du nord de la Corse (le « Deçà des

Monts ») et sous l'autorité, plus ou moins pesante, de la commune de Gênes. L'Office de Saint-Georges reçoit le gouvernement de l'île en 1455, mais Gênes se soumettant à la domination du duc de Milan Francesco Sforza en 1464, la Corse devient « milanaise » jusqu'en 1478, avant de passer directement sous protectorat génois en 1483. Entre-temps, les Corses auront expérimenté d'autres modes de gouvernement, et notamment la crypto-seigneurie du parti des Fregoso, soutenu par la papauté.

C'est d'abord à la description minutieuse de ce maquis institutionnel que se livre A. Franzini: seigneuries insulaires d'une part (della Rocca, de Istria, da Bozzi et Ornano...) et *terra di Comune* (au nord de l'île) de l'autre. On lira notamment avec profit l'analyse de la *veduta generale*, cette assemblée populaire générale que le gouverneur devait convoquer à la fin de l'été, faisant suite à la collecte de l'impôt, ordinairement à Biguglia. Avec profit, mais pas toujours avec facilité: l'auteur ne fait guère de concession à un lectorat qui n'est pas nécessairement familier de l'histoire corse et, tout à son désir de fournir une analyse méthodique et fouillée de l'ensemble des questions soulevées par son sujet, il oublie parfois de remettre en perspective les résultats d'une enquête si serrée. On regrette par exemple l'absence d'une conclusion générale, qui aurait été d'autant plus utile que le plan suivi ne ménage pas toujours une progression très claire.

« Le projet de distinguer le gouvernement des hommes de leur domination » (p. 257) est au principe de la recherche. C'est ainsi qu'une histoire politique générale (« Dominer ») précède une analyse extrêmement méthodique des moyens du gouvernement de l'Église et de celui de l'Office de Saint-Georges en Corse. L'accent est donc délibérément mis sur la dimension politique de l'histoire corse. On peut toutefois se demander si la société insulaire a atteint au xv^e siècle un niveau de différenciation et de maturité suffisant pour qu'un tel choix méthodologique (amplement appuyé par des références à la philosophie politique, depuis Machiavel jusqu'à Michel Sennellart) se trouve pleinement justifié. Le choix de réserver la description des structures sociales

en une troisième et dernière partie (« Inventer la société ») ne fait assurément qu'accroître le doute. Ainsi faut-il attendre la p. 483 du livre pour que la Corse soit caractérisée de « campagne sans ville » et même « sans village »: quant à la fondation de Bastia en 1476 – dont les conséquences sont déterminantes pour l'évolution sociale et politique de l'île –, elle n'est véritablement traitée qu'à partir de la p. 545. Bonifacio et Calvi ne sont, pour l'auteur, que des villes-comptoirs, « isolées géographiquement des populations voisines, peuplées surtout depuis l'extérieur de l'île et tournées vers la mer » (p. 483). Dans le cadre de la *pieve* où l'habitat est essaimé en hameaux, ne se différencie que très lentement une société villageoise. Des registres de tailles en 1454 et 1456 permettent d'éclairer, au moins pour le nord de l'île, cette mutation, de même qu'ils jettent quelques lueurs sur cette nouvelle société en voie de constitution. Tel est ce « monde nouveau » qu'esquisse le xv^e siècle corse, et que l'enquête pointilleuse d'A. Franzini, grâce à l'exploitation méthodique de sources rares et méconnues, parvient tout de même à mettre au jour.

PATRICK BOUCHERON

John W. Baldwin

Paris, 1200

Paris, Aubier, 2006, 471 p.

Considérer l'histoire de Paris avant le milieu du xiii^e siècle relève de la gageure. La difficulté tient à ce que la documentation directe est fort maigre alors qu'on sait, par ailleurs, que la croissance de la capitale du royaume s'emballe: partie de la rive droite marchande, l'expansion du territoire et de son peuplement bouleverse les normes et les pratiques, mais pas au point d'avoir, en 1200, contraint les autorités, qui produisent l'écrit documentaire, à prendre en compte cette réalité urbaine dérangeante. C'est ce que montrent les sources seigneuriales, les plus abondantes pour l'histoire de la ville qui a perdu la plupart de ses archives municipales en 1871. Pour prendre la mesure du phénomène, il faut alors en chercher les traces indirectes dans des